

LES ENVAHISSEURS: ROBERT CHAPUIS PASSE DES AVEUX COMPLETS (suite)

Confortablement installé sur son nuage amiral, Dieu le père, de la maison Dieu père fils Saint Esprit et Cie, pousse un immense soupir de satisfaction, aussitôt deux ou trois petits nuages subalternes éclatent avec obséquiosité et Dieu père s'écrie: «Que je sois loué, que ma sainte raison sociale soit bénie, mon fils bien aimé à la croix, ma maison est lancée».

Jacques PREVERT (1).

Troisième partie: ÉLÉMENTS D'ANTHROPOLOGIE RELIGIEUSE.

Tout aurait commencé avec la résistance, puis repris et continué avec la guerre d'Algérie (*). Deux situations ambiguës. La résistance à l'occupant étranger permettant de masquer cette expression internationale de la lutte des classes qu'était la résistance au nazisme; situation d'autant plus ambiguë que dans de telles circonstances le P.C. saute à pieds joints sur l'occasion de plumer la volaille patriote. En effet comme le fait remarquer Chapuis: «*La résistance avait noué des fraternités*» (2).

LES AMBIGUÏTÉS DU PATRIOTISME ET DE L'ANTICOLONIALISME:

Quant à ceux qui ont participé, sous diverses formes, aux luttes pour la décolonisation, on peut observer que leurs routes ont sensiblement divergé depuis la signature des accords d'Evian. Là aussi, sous prétexte d'union sacrée dans le combat - justifié - contre le colonialisme, en pratiquant une identification sommaire entre nations colonisatrices et exploités d'une part et d'autre part peuples colonisés et exploités, on gommait habilement les antagonismes de classes à l'intérieur de chaque collectivité.

Dans ces analyses superficielles, subjectives, idéalistes - où l'on oublie complaisamment que les exploités n'ont pas de patrie - des chrétiens se trouvaient bien évidemment à l'aise.

Si Chapuis était trop jeune pour vivre activement la période de l'occupation et de la résistance, Georges Hourdin (3) et René Rémond (4) apportent leurs témoignages qui ne dissipent pas les ambiguïtés.

« A partir de 1943 les mouvements (de l'A.C.J.F.) ont été affrontés à des choix difficiles. C'est autour du Service du Travail Obligatoire qu'ont tourné les controverses... Fallait-il partir ou rester? Pour les uns, le gouvernement de Vichy étant le gouvernement légitime, il fallait obéir à la loi, si douloureux que cela puisse être... Pour d'autres, au contraire, le gouvernement n'étant plus libre, cessait d'être légitime... Le devoir patriotique l'emportait sur le loyalisme politique, il ne fallait pas partir. Sur ce débat éminemment politique se greffait un autre débat que j'appellerais «apostolique». Refuser de partir n'était-ce pas laisser les contemporains exposés à toutes les tentations idéologiques?... On retrouve là une des orientations maîtresses du catholicisme contemporain: la solidarité avec autrui, la présence aux autres, l'immersion dans le milieu. Telles furent les raisons qui justifiaient l'inclination de la J.O.C. pour le départ » (5).

(*) «L'Anarcho-Syndicaliste», n° 9 et 10, octobre et novembre 1976.

(1) Jacques Prévert, *Paroles*, «Souvenirs de famille ou l'ange garde-chiourme», Ed. du Point du Jour, 1948.

(2) Robert Chapuis, op. cit., p. 184.

(3) Georges Hourdin, op. cit., p. 34 à 40.

(4) Aimé Sacard interroge René Rémond, Ed. Le Centurion, 1976, p. 34 à 54.

(5) Ibid., p. 49 et 50.

Ni dans Chapuis, ni dans Hourdin, ni dans Rémond, on ne trouve mention de la Charte du Travail de Pétain promulguée en 1941 dont René Belin, renégat du mouvement syndical et secrétaire d'Etat au Travail de l'époque, écrivait: «*Aussi les intérêts de classe ne sont-ils plus dominants, seuls comptent désormais les intérêts professionnels. Dans le sein de la profession, la collaboration est la loi nouvelle*» (6). L'Etat Français de Pétain se prétendait donc au-dessus des classes.

Quand ils traitent de cette période, nos trois mousquetaires du christianisme dit de gauche ne semblent pas intéressés par cette particularité pourtant significative. Si, par la suite, les développements historiques qu'ils ont vécus les ont obligés à prendre en compte la lutte des classes, on constate à l'évidence que ce concept est totalement étranger à leur système de référence acquis par l'éducation et fondé sur la doctrine de l'Eglise: «Certains hommes professent l'opinion, et elle se répand parmi le peuple, que la question sociale, comme on dit, n'est qu'une question économique. Il est très vrai au contraire qu'elle est avant tout une question morale et religieuse et que, pour ce même motif, il faut surtout la résoudre d'après les règles de la morale et le jugement de la religion» (7).

UN MARIAGE DE RAISON:

Tout n'a pourtant pas commencé si tard, avec les convergences trompeuses des luttes contre l'occupant puis contre le colonialisme. De bons esprits, à peine récupérateurs, s'efforcent - en extrayant de leur contexte mythique quelques passages des évangiles officiels - de faire remonter aux «origines» le télescopage entre le christianisme et la question sociale. Certains n'hésitent même pas à présenter Jésus-Christ, personnage dont l'historicité n'est pas démontrée, comme le «premier socialiste», quand ce n'est pas le «premier anarchiste»: la politique-fiction se nourrit sans vergogne d'anachronismes subtils.

Il paraît plus conforme à la vérité historique de faire remonter ce télescopage au commencement de l'industrialisation, à la naissance du capitalisme libéral.

Le refus du libéralisme économique par "les chrétiens sociaux du XIXème siècle n'a rien" de commun avec notre analyse des antagonismes de classes et de la nature du pouvoir. Car les chrétiens sociaux observent, avec raison, que le développement du capitalisme bouleverse les structures ancestrales imprégnées de religiosité et crée, involontairement, les conditions logiques de la déchristianisation. D'où leur combat acharné contre toute forme de libéralisme, même politique, et leur tentative d'intégrer l'évolution technologique dans un ordre social corporatiste fondé idéologiquement sur les thèses de Saint Thomas d'Aquin qui fut, certainement par hasard, remis à la mode par Léon XIII dans le même temps qu'il faisait élaborer et promulguait *Rerum novarum*. Dans l'Eglise aussi, rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme.

Selon les détails étudiés la position de la hiérarchie romaine pouvait paraître plus nuancée ou plus dure que celle des chrétiens sociaux, mais à l'époque elle avait aussi à résoudre les problèmes politiques locaux liés à la perte des Etats pontificaux dans la foulée de l'unification italienne.

Par essence l'Eglise est conservatrice, son analyse sociale reposant sur un prétendu droit naturel émanant de Dieu et, par là même, immuable. Par extension, même si cela peut paraître contradictoire, elle est conduite à appuyer tout ordre social du moment dans la mesure où il n'est pas fondamentalement athée; et encore l'histoire récente montre que, même dans ce cas, elle parvient à s'en accommoder.

Quant à la bourgeoisie capitaliste, fut-elle voltairienne, elle a besoin d'une certaine stabilité sociale pour poursuivre son essor. Cette convergence partielle d'intérêts ne pouvait que conduire à un mariage de raison, entrecoupé de scènes de ménage, car la composante évolutive du capitalisme et l'ordre naturel thomiste présentent des incompatibilités évidentes.

(6) René Guerdan, *La Charte du Travail*, Flammarion, 1942, préface de René Belin.

(7) Léon XIII, *Craves de Communi*, 18 janvier 1901, cité par Jean Kanapa, *La doctrine sociale de l'Eglise et le marxisme*, Ed. Sociales, 1962, p. 49.

LES DESSEINS MYSTÉRIEUX DE LA PROVIDENCE:

Cette alliance orageuse, Chapuis ne la nie pas: «Ainsi, le développement catipaliste va-t-il trouver, de façon plus ou moins conflictuelle, un appui sérieux dans une Eglise qui, en se tournant vers le passé, contribue à masquer les réalités de la lutte des classes» (8). Nous verrons même plus loin qu'il s'en sert comme tremplin.

Par nature l'idéologie de l'Eglise trouve son expression politique dans le conservatisme, mais par souci de sa pérennité elle doit s'appuyer sur le consensus social, donc le récupérer en partie quand vient le moment où elle peut en perdre la maîtrise. C'est pourquoi elle pratique, comme tout appareil inquiet de son avenir, la politique dite du maintien de plusieurs fers au feu. C'est une gymnastique dont elle connaît toutes les finesses: «Il arrivera que l'autorité doive arbitrer des conflits lorsque l'anarchie menace l'unité, mais elle doit veiller à ne pas éteindre l'Esprit sous le prétexte d'imposer l'ordre» (9).

Le développement du capitalisme, donc de la lutte des classes, a incontestablement produit au sein de l'Eglise un phénomène d'écartèlement entre l'appareil et une partie de la «base militante». Donc, comme l'avoue Georges Hourdin: «Il lui fallait changer en disant qu'elle ne bougeait pas» (10). Moins complaisants nous dirons plutôt qu'il lui fallait donner l'illusion du changement, sans rien lâcher sur les principes, pour satisfaire - et ils se satisfont de peu - ceux que Chapuis décrit ainsi: «Désormais, quand de jeunes chrétiens s'engagent dans l'action politique, ils le font de plus en plus sur des positions de gauche. Ce faisant, ils contribuent d'une façon déterminante à la renaissance des idées socialistes et révolutionnaires» (11).

Ainsi tout le monde il serait beau, tout le monde il serait gentil. Mais c'est avant tout de la renaissance du pouvoir de l'Eglise sur la société qu'il s'agit. Et ce n'est qu'à travers une description fautive de l'histoire qu'on veut nous faire croire à un renouveau fondamental de la doctrine et de la pratique. L'essentiel de l'idéologie, Hourdin ne le cache pas: «On peut dire que son noyau tient au témoignage que transmet l'Eglise de la divinité et de la résurrection du Christ» (10). Tout le reste n'est que mauvaise littérature.

Quant à la pratique nous ne devons pas la juger dans le moment présent, sous peine d'en perdre la quintessence, mais historiquement, séculièrement. Car ce n'est pas la première fois que l'Eglise traverse une crise grave. Au début du siècle Georges Sorel notait avec pertinence: «Lorsque le découragement vient nous surprendre, rappelons-nous l'histoire de l'Eglise... Les apologistes du catholicisme ont été si frappés de l'incohérence que présente cette histoire qu'ils ont prétendu qu'on ne saurait l'expliquer sans faire intervenir les desseins mystérieux de la Providence. Je vois les choses sous un aspect plus simple; je vois que l'Eglise s'est sauvée malgré les fautes des chefs, GRACE A DES ORGANISATIONS SPONTANÉES; à chaque rajeunissement se sont constitués de nouveaux ordres religieux qui ont soutenu l'édifice en ruine, et même l'ont relevé» (12).

Il y aurait beaucoup à dire sur la spontanéité envisagée par Sorel, mais son analyse fondamentale des renaissances successives du pouvoir de l'Eglise rejoint, à travers les décennies, d'autres analyses envisageant un renouveau religieux au XIX^{ème} siècle que les faits actuels nous obligent à ne pas traiter par l'indifférence.

(A suivre.)

Marc PRÉVOTEL.

Prochain article: IV - Un Yalta idéologique.

(8) Robert Chapuis, op cit., p. 174.

(9) Rev. P. Dom. PA. Liégé, *Christianisme*, Encyclopaedia Universalis.

(10) Georges Hourdin, op. cit., p. 55.

(11) Robert Chapuis, op. cit., p. 167.

(12) Georges Sorel, *La décomposition du marxisme*, Marcel Rivière, Ec.. Bibliothèque du Mouvement Prolétarien, 1910.